

MESSAGE N° 41 *12 novembre 2007*
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi modifiant
la loi sur la promotion économique

En se dotant d'une législation sur la promotion économique, dont la dernière mouture date de 1996, le canton de Fribourg a réussi à dynamiser son tissu économique et à créer des emplois. En raison des changements liés à la nouvelle politique régionale de la Confédération et pour affronter les défis à venir, une modification de la LPEc est devenue nécessaire.

Le message qui vous est présenté se subdivise comme suit:

1. Introduction
2. Contexte général
3. Les grandes lignes de la nouvelle politique régionale
4. La nouvelle politique régionale intégrée dans la politique économique cantonale
5. Nécessité du projet
6. Commentaire des modifications
7. Incidences financières et en personnel
8. Influence sur la répartition des tâches Etat-communes
9. Constitutionalité, conformité au droit fédéral et euro-compatibilité
10. Conclusions.

1. INTRODUCTION

Les Chambres fédérales ont adopté la loi sur la politique régionale à une très large majorité, lors de la session d'automne 2006. A partir de 2008, la Nouvelle Politique Régionale (NPR) prendra ainsi le relais de quatre actes législatifs instituant des mesures de promotion économique régionale (aides LIM, arrêté Bonny, RégioPlus, Interreg), créant ainsi une base pour des programmes pluriannuels de mise en œuvre.

Le Conseil d'Etat a décidé de concrétiser la NPR au niveau cantonal par une révision partielle de la loi sur la promotion économique (LPEc). Ainsi, il souligne l'aspect économique de la NPR. La question d'une politique régionale au sens large du terme, incluant tous les aspects des différentes politiques sectorielles, sera analysée dans le cadre de la motion Jacques Crausaz et Emanuel Waeber (M1007.07 Loi sur les régions). Si nécessaire, des dispositions complémentaires seront proposées dans ce cadre-là.

Le canton de Fribourg a fortement profité de la politique régionale actuelle. Les dernières années, les différentes régions LIM ont pu réaliser d'importantes infrastructures de base.

Au cours de la période quadriennale 2003–2006, le canton de Fribourg a reçu un quota LIM de la Confédération s'élevant à 29 441 000 francs. Le tableau ci-dessous illustre l'utilisation annuelle du quota.

Année	Projets	Investissements (Fr.)	Prêts canton (Fr.)	Prêts Confédération (Fr.)
2003	20	20 719 729	1 203 000	4 969 000
2004	5	3 214 000	151 000	372 000 ¹
2005	33	64 765 604	4 642 000	8 931 000
2006	32	76 327 434	4 358 000	15 169 000
Total	90	165 026 767	10 354 000	29 441 000

En comparaison avec les autres cantons au bénéfice de la LIM, Fribourg se positionne en quatrième position.

La préparation de la présente révision partielle s'est faite en étroite collaboration avec les régions qui ont constitué une conférence informelle des régions. Le Conseil d'Etat a créé une organisation de projet (Comité de pilotage et Groupe de travail interdirectionnel).

Le présent projet de loi propose de régler les deux points suivants:

- concrétiser la NPR au niveau cantonal;
- instituer une base légale pour une politique foncière active.

2. CONTEXTE GÉNÉRAL

Compétitivité, innovation et valeur ajoutée sont les normes les plus demandées de l'économie d'aujourd'hui. Dans ce domaine, les défis ne manquent pas: les marchés s'ouvrent et se dérégularisent, la concurrence s'accroît, la question énergétique devient de plus en plus cruciale. Les entreprises sont plus que jamais dépendantes des conditions cadres qui leur permettent de fonctionner et de se développer. Les cantons tentent de mettre en place les conditions cadres les plus favorables. Ils sont en concurrence entre eux et également avec les autres régions du monde.

De son côté, la Confédération a entrepris des réformes, notamment celles de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT), et, sous l'impulsion de plusieurs interventions parlementaires, de la politique régionale, qui obligent les cantons à adapter leurs lois et leurs manières de faire.

Jusqu'à présent, la politique économique du canton de Fribourg disposait de deux instruments légaux cantonaux: la loi du 3 octobre 1996 sur la promotion économique (LPEc) et la loi du 27 novembre 1998 d'application de la loi fédérale sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne (LALIM).

Depuis plus de dix ans, la LPEc a fait ses preuves en tant que loi souple et efficace au service du développement économique de notre canton. Aujourd'hui, elle montre ses limites dans un domaine crucial qui est l'offre de terrains et de bâtiments. A titre d'exemple, il est aujourd'hui très difficile de proposer des surfaces répondant tant aux dis-

¹ Le quota quadriennal permet une meilleure gestion des investissements. En 2004, seulement 5 projets ont reçu une aide LIM. Cela tient au fait que, d'une part, les communes ont présenté peu de projets d'investissement pouvant être soutenus par la LIM et que, d'autre part, les comités régionaux ont gardé l'aide LIM pour des projets importants qui n'étaient pas prêts en 2004, mais qui ont fait l'objet d'une aide en 2005 et en 2006 (Centre thermal à Charmey, halle triple à Châtel-St-Denis, zone industrielle Birch à Düdingen...)

positions de l'aménagement du territoire qu'aux besoins des entreprises (localisation, taille, etc.). Il est également difficile d'offrir des surfaces administratives répondant à la demande des nouvelles sociétés intéressées à s'implanter ou à se développer dans le canton.

La nouvelle politique régionale voulue par la Confédération, dont le projet de loi a été adopté le 6 octobre 2006, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2008. Les lois et arrêtés suivants vont disparaître:

- loi fédérale du 28 juin 1974 sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne (LIM), révisée le 21 mars 1997;
- loi fédérale du 25 juin 1976 encourageant l'octroi de cautionnements et de contributions au service de l'intérêt dans les régions de montagne;
- arrêté fédéral du 6 octobre 1995 en faveur des zones économiques en redéploiement (arrêté Bonny);
- arrêté fédéral du 21 mars 1997 instituant une aide à l'évolution structurelle en milieu rural (Regio Plus);
- loi fédérale du 8 octobre 1999 relative à la promotion de la participation suisse à l'initiative communautaire de coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale (INTERREG III), pour la période 2000–2006;
- loi fédérale du 20 juin 2003 sur l'encouragement du secteur de l'hébergement.

Avec la NPR, on passe d'une politique de distribution des ressources à une politique économique d'innovation et de valeur ajoutée. Cette réorientation a pour conséquence d'intégrer la politique régionale dans la loi sur la promotion économique.

3. LES GRANDES LIGNES DE LA POLITIQUE RÉGIONALE

La loi fédérale poursuit les buts suivants:

- améliorer la compétitivité des régions;
- générer de la valeur ajoutée;
- contribuer à la création et à la sauvegarde d'emplois, à l'occupation décentralisée du territoire et à l'élimination des disparités régionales.

Pour atteindre ces buts, les cantons deviennent les interlocuteurs principaux de la Confédération et assurent la collaboration avec les régions. Ils fixent les objectifs de leur politique régionale et décident de l'octroi des aides.

La notion de région prend des formes multiples: le canton peut à lui seul, ou avec d'autres cantons, former une région; au sein du canton, les régions peuvent se constituer autour d'un ou de plusieurs centres régionaux. Au niveau des initiatives, programmes et projets, la notion de région est déterminée par l'impact territorial. A la différence de la politique régionale actuelle (quatre régions LIM), les principes de la nouvelle politique régionale s'appliquent à l'ensemble du territoire cantonal (art. 17 du projet de loi).

Les aides financières sont axées sur les initiatives, programmes et projets répondant aux buts de la loi fédérale sur la politique régionale.

Au niveau organisationnel, les cantons développent une stratégie dans le cadre d'un programme cantonal plu-

riannuel de mise en œuvre. La Confédération conclut un accord de coopération avec eux (appelé convention-programme pluriannuel), qui lui permet de fixer la contribution forfaitaire qu'elle accorde à chaque canton. L'Etat est responsable de la politique régionale, et à ce titre, il est le seul partenaire de la Confédération; il établit son programme de mise en œuvre pluriannuel et choisit les projets qu'il soutiendra financièrement.

Pour l'Etat, l'objectif principal est de disposer des moyens de façon efficace, en soutenant les programmes et projets qui auront le plus d'impact en termes d'innovation, de création de valeur ajoutée, de création d'emplois, etc.

4. LA NOUVELLE POLITIQUE RÉGIONALE INTÉGRÉE DANS LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE CANTONALE

La politique économique du canton de Fribourg se base sur les buts fixés dans la LPEc, à savoir favoriser le maintien et le développement de l'activité économique dans le canton et améliorer la compétitivité des régions. Ces buts sont atteints:

- par la création, l'implantation et le développement d'entreprises, qui génèrent des emplois, de la valeur ajoutée et des investissements. Pour ce faire, l'Etat doit veiller à offrir des conditions cadres attractives, notamment en termes de formation, de terrains et de bâtiments destinés aux activités économiques ainsi que de fiscalité;
- par des programmes, initiatives et projets de politique régionale. La politique régionale axe son aide sur l'innovation, la compétitivité et la valeur ajoutée dans les régions.

La politique régionale s'inscrit dans la politique économique cantonale. De manière globale, l'objectif de la politique régionale est ainsi de stimuler et d'appuyer les initiatives des acteurs publics (communes, regroupements de communes, etc.) et des acteurs privés (entreprises, associations, etc.) pour améliorer leur capacité d'innovation en vue de créer de la valeur ajoutée et des emplois dans toutes les régions du canton, tout en respectant les principes du développement durable. Dans l'esprit de la politique fédérale, la politique cantonale se concentre sur l'innovation. Dans cet esprit, le terme de politique d'innovation régionale a été choisi comme dénomination de la NPR dans le canton de Fribourg.

Conjuguée avec la politique de croissance, la politique d'innovation régionale aura un effet direct sur les économies régionale et cantonale. L'ensemble du canton est concerné par la politique d'innovation régionale pour autant que l'ensemble du territoire cantonal bénéficie largement des effets des projets, programmes et initiatives soutenus. Le défi de cette politique est de dynamiser ces régions et de favoriser les collaborations entre elles, entre les domaines privé et public et d'exploiter les synergies entre la politique d'innovation régionale et les autres politiques sectorielles (agriculture, tourisme, aménagement du territoire, péréquation, environnement et forêts, formation et innovation, PME, etc.). Une attention particulière sera accordée à la coordination entre les diverses politiques sectorielles.

5. NÉCESSITÉ DU PROJET

Les nouvelles dispositions fédérales concernant la politique régionale, à savoir le remplacement des six lois et arrêtés fédéraux mentionnés ci-dessus par la loi fédérale sur la nouvelle politique régionale, entraînent des modifications de la LPEc, l'abrogation de la LALIM et l'élaboration de nouvelles dispositions d'application de la politique régionale. Notre canton doit ainsi se conformer aux nouvelles dispositions fédérales et propose de le faire par le biais d'une loi modifiant la loi sur la promotion économique du 3 octobre 1996. Cela implique deux nouveautés:

- une refonte de la politique régionale, qui concrétise la loi fédérale.
- le renforcement des moyens d'actions liés à l'offre de terrains et de bâtiments.

En intégrant la politique régionale dans la modification de la LPEc, la cohérence entre la politique régionale et l'économie est assurée, puisque celle-là est un instrument de croissance économique et qu'elle rejoint les objectifs de la LPEc. Comme la partie politique d'innovation régionale s'appuie directement sur la législation fédérale, seuls les articles et modifications nécessaires ont été retenus. Le règlement complétera la LPEc en précisant les types d'aides et leurs modalités, les procédures et les obligations des bénéficiaires.

Le renforcement des moyens d'actions liés à l'offre de terrains et de bâtiments ne relève pas de la législation fédérale, mais de la constatation suivante:

L'offre de terrains et de bâtiments destinés aux activités économiques ne répond pas toujours à la demande des entreprises, ce qui mène à l'abandon de certains projets d'implantation ou de projets d'extension d'entreprises dans le canton. Face à cette situation et à l'instar de ce que l'on observe dans les cantons voisins, il est important que l'Etat se dote d'instruments lui permettant de mieux maîtriser les surfaces pouvant être mises à la disposition des entreprises. A cette fin, il doit notamment pouvoir renforcer les moyens dont il dispose afin de faciliter l'acquisition et l'équipement de terrains et de bâtiments destinés aux activités économiques, notamment par des communes ou entreprises.

En outre, ce projet de loi donne suite au rapport N° 296 du Conseil d'Etat sur le postulat N° 225.03 Jacques Bourgeois/Pascal Kuenlin en faveur d'une politique régionale forte et coordonnée.

Ce projet de loi donne également suite à la motion N° 144.06 Jacques Bourgeois concernant le concept de développement de l'espace rural car les projets soutenus financièrement devront aussi avoir un impact dans les régions rurales et de montagne, ainsi qu'à la motion N° M1003.7 Jean-Pierre Siggen et Jean-Claude Schuwel concernant la promotion économique et la politique foncière.

La loi sur la promotion économique vise, par ses buts, le développement économique des régions, aussi bien des plus faibles que des plus fortes, en tenant compte des caractéristiques de chacune. Toutefois, la création de fonds régionaux n'a pas été envisagée car, tant pour les entreprises que pour la politique d'innovation régionale et l'attractivité régionale, les instruments à disposition couvrent la demande.

6. COMMENTAIRE DES MODIFICATIONS

Art. 1 al. I

Le but de la loi fédérale sur la politique régionale est intégré dans la loi cantonale à travers cet article. La loi fédérale vise à améliorer la compétitivité des régions et cantons en y générant de la valeur ajoutée. Les notions de compétitivité et de valeur ajoutée constituent la clé de voûte du texte fédéral comme de l'acte cantonal.

Art. 2 let. c et let. d et e (nouvelles)

Les nouveaux principes énumérés élargissent la marge d'action de l'Etat. A savoir, les activités d'innovation doivent être soutenues, d'une part (let. c), en favorisant une collaboration des régions constituées (associations régionales) entre elles ou avec d'autres corporations et associations privées ou publiques (notamment l'Université et les Hautes Ecoles spécialisées), et, d'autre part (let. d) en ouvrant la possibilité de collaborer au-delà des frontières cantonales.

La collaboration avec la Confédération, initiatrice de la politique régionale, et les autres cantons doit connaître un développement constant. La réussite de la politique cantonale d'innovation régionale passe en effet par une collaboration efficace avec la Confédération, mais aussi avec les autres cantons. Elle existe déjà et tendra à se développer par des projets communs.

Art. 3

L'article 3 a été reformulé pour définir au mieux les moyens nécessaires pour atteindre les buts de la loi. Les lettres a et b concernent l'aide directe aux entreprises; elles ont été reprises du chapitre 3 de la LPEc du 3 octobre 1996. L'Etat doit poursuivre ses efforts grâce à des aides ciblées qui ont fait leur preuve.

A la lettre c, le soutien à l'acquisition et à la mise en valeur des terrains englobe l'incitation à la construction de bâtiments. Une des conditions à la création, l'implantation et l'extension d'entreprises est la disponibilité de terrains et de bâtiments destinés aux activités économiques.

La lettre d introduit le soutien aux programmes, initiatives et projets de la politique d'innovation régionale.

La lettre e mentionne le soutien à l'action des organismes d'aide aux entreprises, de promotion à l'innovation, de transfert technologique et de valorisation du savoir. Ces organismes sont actuellement l'Association Fri Up (comportant le RTF, Genilem et Fri-Up) et le CCSO. Ils sont soutenus respectivement par décret, arrêté et mandat de prestations. A l'avenir, le soutien sera réglé par un mandat de prestations entre l'Etat et l'organisme concerné. Pour assurer son action auprès des entreprises, il est primordial que l'Etat puisse travailler avec des centres de compétence externes.

Les contributions financières auxquelles il est fait référence à plusieurs reprises dans les dispositions de la loi pourront prendre plusieurs formes, à savoir notamment des contributions non remboursables (à fonds perdu), des prêts à conditions préférentielles (avec ou sans intérêt) ou des cautionnements. Afin d'éviter de surcharger la loi par la référence de cas en cas à l'une ou l'autre forme de contributions financières, il convient de prévoir une disposition générale donnant au Conseil d'Etat, dans son règlement d'exécution, la compétence d'arrêter pour cha-

que domaine d'intervention les conditions de l'allocation des contributions financières.

Art. 4a (nouveau)

A teneur de cette disposition, le Conseil d'Etat fixe les buts et les grands axes d'action de la politique économique que la Direction compétente et la Promotion économique doivent poursuivre.

Art. 5 al. 1 let. c

A la lettre c, le rôle de la Promotion économique en matière de politique d'innovation régionale est clairement précisé. Il implique une distinction entre les domaines opérationnel, stratégique et décisionnel de la politique d'innovation régionale. Si le premier incombe à la Promotion économique, les deux autres relèvent du Conseil d'Etat et de la Commission des mesures d'aide en matière de promotion économique.

Art. 6

L'article 6 est repris dans le nouvel article 19a.

Art. 9

Dans le cadre de sa politique régionale (arrêté fédéral «Bonny»), la Confédération a supprimé les cautionnements. Or, leur utilité est encore et toujours d'actualité dans notre canton puisqu'un certains nombre d'entreprises particulièrement innovantes ont pu ou vont se développer grâce à l'obtention d'un cautionnement. Il s'agit d'un moyen très spécifique répondant à des conditions précises. Le supprimer reviendrait à limiter la palette des moyens dont dispose l'Etat pour atteindre les buts de la loi. Cependant, sur la base de l'expérience vécue jusqu'à aujourd'hui (dix-sept dossiers acceptés depuis 1993), cet instrument restera une mesure exceptionnelle.

Les conditions ont été reprises de l'ancienne pratique de la Confédération. Elles concernent l'ampleur du cautionnement, les fonds propres liés au projet, les conditions bancaires et la durée.

Intitulé de la section 3 du Chapitre 3

Dans le respect des lois en vigueur, l'Etat veut agir de manière à s'assurer que les entreprises puissent disposer d'une offre de terrains et de locaux suffisante pour mener à bien leurs activités économiques. Il s'agit d'une concrétisation de la politique foncière active.

Art. 14

Dans le domaine de la création, de l'extension et de l'implantation d'entreprises générant de la haute valeur ajoutée, les difficultés rencontrées lors de la recherche de terrains et de bâtiments disponibles à court terme et répondant aux besoins des entreprises mènent parfois à des échecs et donc à la non-création d'emplois et de valeur ajoutée. Pour améliorer les chances de succès dans le travail de la Promotion économique, il devient nécessaire que l'Etat dispose de moyens d'action.

Avec cet article, l'Etat s'assure de pouvoir mieux maîtriser l'espace disponible et qui pourra être destiné aux entreprises. Il est indispensable qu'existe une collaboration étroite entre les Directions en charge de l'économie et de l'aménagement du territoire. Ces deux Directions devront notamment désigner les terrains et les bâtiments à considérer; elles proposeront également des mesures

pour en favoriser la disponibilité, notamment en soutenant financièrement l'acquisition par des collectivités publiques.

Art. 15

Le canton de Fribourg ne disposant pas d'une offre suffisante sur le marché immobilier dans les domaines industriels et administratifs, ces moyens auront l'effet de levier décisif en matière d'attractivité économique (p. ex. construction d'un business center). Il s'agit d'augmenter le nombre de locaux et de terrains stratégiques disponibles immédiatement. Pour agir vite, l'Etat doit pouvoir, à l'instar de nombreux autres cantons suisses, être un acteur dans ce domaine, par les terrains dont il est propriétaire. De plus, en favorisant l'acquisition ou en acquérant lui-même des terrains et des bâtiments, il doit pouvoir maîtriser et cibler l'offre de terrains ou de bâtiments en fonction des cas stratégiques. Dans cette perspective, la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions prévoit les montants nécessaires dans son budget.

Afin d'étendre les possibilités de l'aide, celle-ci peut porter sur l'acquisition, l'équipement de terrains et le service de la rente, dans le cas de droit de superficie, et sur la mise à disposition de bâtiments. Elle est ciblée en fonction de l'impact du projet, de son caractère novateur, de la création de valeur ajoutée, des emplois créés, du lieu d'implantation. Elle peut également concerner les communes.

Les aides financières prévues sont:

- des contributions au service de l'intérêt ou des contributions à fonds perdu sous forme de garanties de loyer permettant la mise à disposition de locaux à court terme;
- des prêts remboursables pour les acquisitions de terrains;
- des contributions au service de l'intérêt pour l'aménagement et la mise en valeur de terrains.

Ces trois formes d'aide sont prévues pour des collectivités publiques. Les prêts remboursables constitueront la forme d'aide privilégiée. Les contributions à fonds perdu sous forme de garantie de loyer sont également destinées à des investisseurs privés dans des cas exceptionnels, à savoir pour des immeubles d'intérêt stratégique pour le canton.

Le terme «stratégique» fait référence à des projets d'importance cantonale au sens de la politique économique cantonale.

Les principaux acteurs du marché immobilier demeurent les entreprises privées et les communes pour les collectivités publiques. Ce n'est qu'à titre exceptionnel que l'Etat pourrait acquérir et/ou mettre en valeur des terrains et bâtiments.

Intitulé de la section 4 du Chapitre 3

Le titre 4 «Aide à l'association de développement régional» est remplacé par le chapitre 4 «Politique d'innovation régionale».

Art. 16

L'article 16 est repris dans l'article 19c intitulé «Collaboration avec les structures régionales».

Intitulé du Chapitre 4

Le chapitre 4 est consacré à la politique régionale; il est intitulé «*Politique d'innovation régionale*», afin de mettre en évidence la nouvelle orientation prise par la politique régionale fédérale, à laquelle le canton adhère. Ce chapitre est basé sur la législation fédérale. Le choix d'intégrer la politique d'innovation régionale dans la loi sur la promotion économique plutôt que d'en faire une loi séparée résulte d'un souci de cohérence, la politique d'innovation régionale venant compléter:

- les objectifs de la promotion économique qui sont le maintien et le développement de l'activité économique dans le canton et l'amélioration de l'attractivité et de la compétitivité des régions;
- les principes, qui sont d'assurer de bonnes conditions cadres, de soutenir l'innovation et les adaptations structurelles, de générer de la valeur ajoutée dans les régions et d'encourager la collaboration avec la Confédération et les autres cantons.

La Promotion économique est chargée de l'exécution de la politique d'innovation régionale et les instances de décisions sont analogues pour toutes les aides prévues dans la LPEC.

Art. 17

Dans son message du 16 novembre 2005 concernant la nouvelle politique régionale (p. 37, § 1.5.5.2), le Conseil fédéral axe la politique régionale sur les effets des mesures et non plus sur des zones éligibles et non éligibles. Le champ d'application territorial de la politique régionale couvre l'ensemble du territoire cantonal et le canton de Fribourg ne sera plus délimité en zones d'application de la politique régionale. La priorité est donnée à la notion de **géométrie variable** par laquelle on sous-entend une certaine flexibilité des espaces, ces derniers pouvant évoluer en fonction des différents projets. En résumé, ce n'est plus le territoire qui est déterminant, mais les projets, programmes et initiatives et leur impact. Conformément à l'article 2 let. d de la présente loi, des projets de portée intercantionale pourront également être soutenus à partir du moment où le canton de Fribourg en est partie prenante.

Art. 18

Conformément aux articles 2 et 15 de la loi fédérale sur la politique régionale, l'Etat prend les mesures nécessaires de manière à assurer l'application des principes et tâches dévolus aux cantons par la Confédération.

Il fera également en sorte que toutes les mesures évoquées dans la loi fédérale soient réalisées. L'une d'elles prévoit notamment des allégements à l'impôt fédéral direct pour les entreprises (art. 12 LPR).

Art. 19

Le programme pluriannuel de mise en œuvre est le document principal exigé par la Confédération (art. 14 et 15 LPR). Il contient la stratégie cantonale sur quatre à huit ans en matière de programme d'innovation et les initiatives, projets, programmes et projets d'infrastructure. Il prend en considération le plan directeur cantonal, les plans directeurs régionaux, les objectifs des politiques sectorielles concernées et les stratégies élaborées par les régions, dans la mesure où elles répondent aux objectifs de la politique d'innovation régionale.

Conformément à la législation fédérale, le Conseil d'Etat définit la stratégie de politique régionale du canton et l'expose dans un programme cantonal pluriannuel remis à la Confédération.

Pour rédiger son programme pluriannuel de mise en œuvre, le canton collabore avec les acteurs régionaux, les Hautes Ecoles, les associations (Fri-Up), les partenaires privés (Union Patronale, Chambre fribourgeoise du commerce, ...), la Conférence des Directeurs de l'économie publique de Suisse occidentale (CDEP-SO) et le Secrétariat à l'économie de la Confédération (seco).

Art. 19a (nouveau)

Tout acteur régional constitué, qu'il soit de droit privé ou de droit public, est en mesure de déposer une initiative, un programme ou un projet pour autant que ce dernier satisfasse à la stratégie politique d'innovation régionale reprise dans le Programme pluriannuel.

Art. 19b (nouveau)

Concernant l'alinéa 1, les contributions financières découlent de la loi fédérale sur la politique régionale. Les frais générés par l'élaboration, la mise sur pied et la conduite des projets font partie intégrante des coûts d'un projet. A ce titre, ils peuvent être pris en compte dans le coût total retenu pour le calcul des contributions financières.

Les divers types de contributions financières sont repris du message concernant la politique régionale fédérale du 16 novembre 2005 (p. 54) et se présentent comme suit:

- des prêts destinés aux infrastructures (art. 7 LPR);
Il s'agit de prêts pour des infrastructures de développement qui répondent aux critères de la loi fédérale sur la politique régionale.
- des montants à fonds perdu pour l'encouragement d'initiatives, de programmes et de projets (art. 4 LPR);
L'innovation, la valeur ajoutée, la compétitivité sont les principaux facteurs de croissance dans les régions. La politique régionale soutient des initiatives, des programmes et des projets qui favorisent ces facteurs.
- des montants à fonds perdu pour l'encouragement de la coopération transfrontalière (art. 6 LPR).
Le canton de Fribourg a participé à des projets INTERREG. La politique régionale prévoit la possibilité de participer à des projets avec des régions de l'Union Européenne.

Les porteurs de projets couvrent en principe au moins 20 % des coûts du projet. Cette participation peut être inférieure pour des projets particulièrement importants pour le développement du canton.

Art. 19c (nouveau)

Dans la mesure où les activités des acteurs régionaux correspondent à la LPR, leurs prestations peuvent être financées. Un mandat pourrait alors être établi entre la Promotion économique et l'acteur régional concerné.

Au besoin, l'Etat peut exiger, voire conditionner le mandat, à un regroupement préalable des acteurs régionaux.

Art. 21 al. 1

La formulation a été simplifiée, en renonçant à évoquer les articles.

Art. 23 al. 3

Cet alinéa est abrogé, ces dispositions étant réglées par le règlement du 31 octobre 2005 sur l'organisation et le fonctionnement des commissions de l'Etat (ROFC).

Art. 23a (nouveau)

Le canton sera jugé sur l'efficacité de sa politique d'innovation régionale. En conséquence, il est impératif que s'installe une collaboration forte et étroite entre les porteurs de projets et le canton, mais il est également indispensable qu'une évaluation, tant des initiatives, programmes et projets par rapport aux objectifs fixés que des organismes par rapport aux actions menées, soit mise sur pied.

Art. 25 titre médian

Le montant des contributions aux entreprises a été fixé par décret du Grand Conseil du 13 mars 2007 pour la période 2007–2011.

Art. 25a (nouveau)

Le Fonds cantonal a une double vocation. Premièrement, il doit servir à financer les mesures de la politique d'innovation régionale du canton et, deuxièmement, il doit financer les mesures d'amélioration de l'offre de terrains et de bâtiments destinés aux activités économiques.

Ce fonds est rendu nécessaire pour les raisons suivantes:

- le programme pluriannuel de mise en œuvre couvre une période de quatre ans au minimum. Les projets qui seront soutenus ne sont pas encore tous connus, ce qui rend le respect des budgets annuels difficiles, d'autant plus que la Confédération établit ses conventions-programmes pour une période de quatre ans;
- la priorité doit être mise sur l'optimisation de l'utilisation des moyens financiers sur une période de quatre ans;
- le Fonds donne à la politique d'innovation régionale la flexibilité dont elle a besoin pour sa réussite. Sa vocation est de soutenir l'innovation conformément à la nouvelle orientation de la politique régionale voulue par l'Etat;
- pour les mesures liées aux terrains et aux bâtiments, le Fonds présente l'avantage de ne pas dépendre de l'annualisation des dépenses et de pouvoir optimiser l'utilisation des moyens sur une période donnée.

Art. 25b (nouveau)

Au sein de la Direction chargée de l'aménagement du territoire, auprès du Service des bâtiments, il existe une rubrique budgétaire prévue pour l'acquisition de terrains et de bâtiments. Par souci de cohérence et de simplification, il est prévu que, sur un plan budgétaire, les montants nécessaires à la réalisation de l'article 15 soient ajoutés à ce poste existant.

Art. 29

Il s'agit de la transition entre l'ancienne et la nouvelle loi.

Art. 30

Cet article est abrogé et les montants des contributions seront fixés par décrets, selon les articles 25 et 25a du projet.

7. INCIDENCES FINANCIÈRES ET EN PERSONNEL

Pour la politique d'innovation régionale, les formes d'aides de la Confédération changent. Il y aura moins de prêts et davantage d'aides à fonds perdu, ce qui aura une incidence sur le budget de politique d'innovation régionale dont l'enveloppe globale devrait, selon les prévisions, légèrement augmenter.

Pour la période 2008–2011, un montant de 23 100 000 francs a été prévu au plan financier. Ce montant se répartit comme suit: 10 800 000 francs pour le financement de prêts remboursables et 12 300 000 francs pour le financement de contributions financières à fonds perdu.

La Confédération a cependant fait savoir au canton, lors d'une séance informelle, que les montants qui lui seront alloués seront inférieurs à ceux qu'il a demandés et qu'ils devraient se situer dans une fourchette comprise entre 8 et 9 millions de francs (montants à fonds perdu et prêts). L'ensemble des cantons a d'ailleurs présenté des demandes financières nettement supérieures aux moyens disponibles. Les décisions définitives de la Confédération ne devant pas être prises avant le début de l'année 2008, le Conseil d'Etat a décidé de reporter la présentation du Grand Conseil d'un projet de décret relatif à l'octroi des crédits d'engagement prévus par la présente loi. Dans l'intervalle, les travaux préparatoires pour la réalisation de la NPR se poursuivront.

En termes de personnel, avec la politique régionale, les cantons sont totalement impliqués dans le processus d'application, ce qui signifie une plus grande charge de travail tant en quantité qu'en compétences, laquelle nécessite un engagement de personnel supplémentaire évalué à 1 poste à 100%. Les tâches prévues sont: la réalisation et la mise à jour du programme pluriannuel de mise en œuvre, le suivi des projets, de l'idée à la réalisation aux niveaux financier et décisionnel, les relations avec le seco et les partenaires régionaux et cantonaux, le suivi des projets intercantonaux, le mandat de communication et d'information sur la politique régionale.

Le renforcement des instruments liés à l'offre de terrains et de bâtiments n'aura pas d'incidence en personnel, mais aura une influence sur les budgets futurs en lien avec des projets concrets. Toutefois, la réalisation de bâtiments destinés à des activités économiques devrait générer des entrées financières, qui, à terme, devraient compenser les dépenses.

8. INFLUENCE SUR LA RÉPARTITION DES TÂCHES ÉTAT-COMMUNES

Le projet de modification de loi n'a pas d'influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

9. CONSTITUTIONNALITÉ, CONFORMITÉ AU DROIT FÉDÉRAL ET EUROCOMPATIBILITÉ

Le projet de modification de loi est conforme à la Constitution fédérale (art. 103) ainsi qu'à la nouvelle Constitution cantonale.

Le chapitre consacré à la politique d'innovation régionale découle du droit fédéral.

Le projet n'est pas contraire au droit communautaire.

10. CONCLUSION

La modification de la LPEc a deux effets utiles pour l'Etat. En réunissant promotion économique et politique d'innovation régionale dans un seul acte, l'Etat se dote d'une loi économique forte et cohérente, lui permettant d'agir efficacement dans le domaine économique. Cette modification permet en outre de renforcer l'efficacité des instruments liés à l'offre de terrains et de bâtiments destinés aux activités économiques et à appliquer la NPR. Grâce à cette révision, l'Etat se dote des bases juridiques permettant l'application et la concrétisation de la nouvelle politique régionale. Dans une première phase, les subventions fédérales seront modestes. Le Conseil d'Etat considère toutefois la NPR comme un instrument qui déclenche un processus visant à renforcer l'innovation, la création de valeur ajoutée et d'emplois. La dynamique de collaboration des régions à l'intérieur du canton ainsi que la coopération intercantionale contribueront à améliorer le positionnement économique et la compétitivité du canton. C'est cet objectif à long terme que poursuit le Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat vous invite à accepter le présent projet de modification de la loi sur la promotion économique.

BOTSCHAFT Nr. 41 12. November 2007 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Wirtschaftsförderung

Dank seiner Gesetzgebung über die Wirtschaftsförderung, deren letzte Fassung aus dem Jahre 1996 stammt, gelang es dem Kanton Freiburg, seinem Wirtschaftsgenossen mehr Dynamik zu verleihen und Arbeitsplätze zu schaffen. Die Änderungen im Zusammenhang mit der neuen Regionalpolitik des Bundes und die Herausforderungen der Zukunft machen nun eine Anpassung des Wirtschaftsförderungsgesetzes nötig.

Die vorliegende Botschaft ist wie folgt aufgebaut:

1. Einleitung
2. Allgemeiner Kontext
3. Überblick über die Regionalpolitik
4. Integration der neuen Regionalpolitik in die kantonale Wirtschaftspolitik
5. Notwendigkeit des Entwurfs
6. Erläuterung der Änderungen
7. Finanzielle und personelle Auswirkungen
8. Auswirkungen auf die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden

9. Verfassungsmässigkeit, Vereinbarkeit mit dem Bundesrecht und dem Europarecht

10. Schluss

1. EINLEITUNG

Das Bundesparlament hat an der Herbstsession 2006 das Gesetz über die Regionalpolitik mit grosser Mehrheit verabschiedet. Somit wird die Neue Regionalpolitik (NRP) ab 2008 die vier Gesetzesstexte über Massnahmen der regionalen Wirtschaftsförderung (IHG-Darlehen, Bonny-Beschluss, RegioPlus, Interreg) ersetzen und den Grundstein für mehrjährige Umsetzungsprogramme legen.

Der Staatsrat hat beschlossen, zur Umsetzung der NRP auf kantonaler Ebene eine Teilrevision des Gesetzes über die Wirtschaftsförderung (WFG) durchzuführen. Dadurch unterstreicht er die wirtschaftliche Dimension der NRP. Die Frage einer Regionalpolitik im weitesten Sinne, unter Einbezug der verschiedenen Sektoralpolitiken, wird im Rahmen der Motion Jacques Crausaz und Emanuel Waeber (M1007.07 Gesetz über die Regionen) analysiert werden. Wenn nötig werden in dieser Hinsicht zusätzliche Bestimmungen vorgeschlagen werden.

Der Kanton Freiburg hat von der aktuellen Regionalpolitik stark profitiert. In den vergangenen Jahren konnten die IHG-Regionen bedeutende Grundversorgungsprojekte realisieren.

Im Laufe der Vierjahresperiode 2003–2006 erhielt der Kanton Freiburg vom Bund IHG-Darlehen über einen Betrag von 29 441 000 Franken. Die unten stehende Tabelle illustriert die jährliche Nutzung der Darlehen.

Jahr	Projekte	Investitionen (Fr.)	Darlehen Kanton (Fr.)	Darlehen Bund (Fr.)
2003	20	20 719 729	1 203 000	4 969 000
2004	5	3 214 000	151 000	372 000 ¹
2005	33	64 765 604	4 642 000	8 931 000
2006	32	76 327 434	4 358 000	15 169 000
Total	90	165 026 767	10 354 000	29 441 000

Im Vergleich zu den anderen Kantonen, die IHG-Darlehen beziehen, steht der Kanton Freiburg auf Platz vier.

Die Vorarbeiten zur vorliegenden Teilrevision wurden in enger Zusammenarbeit mit den Regionen durchgeführt, die sich zu einer informellen Konferenz der Regionen zusammengeschlossen haben. Der Staatsrat hat eine Projektorganisation aufgestellt (Lenkungsausschuss und direktionsübergreifende Arbeitsgruppe).

Der vorliegende Gesetzesentwurf soll die folgenden zwei Punkte regeln:

- Umsetzung der NRP auf kantonaler Ebene;

¹ Ein Vierjahresbudget lässt eine flexiblere Planung der Investitionen zu. Im 2004 kamen nur 5 Projekte in den Genuss von IHG-Darlehen: Einerseits legten die Gemeinden nur wenige Projekte vor, die durch das IHG unterstützt werden konnten, und andererseits behielten die regionalen Ausschüsse die IHG-Mittel für wichtige Projekte zurück, die im 2004 noch nicht bereit waren, dafür aber im 2005 und 2006 unterstützt werden konnten (Thermalbad in Charmey, Dreifachturnhalle in Châtel-St-Denis, Industriezone Birch in Düdingen...)

- Errichtung einer gesetzlichen Grundlage für eine aktive Bodenpolitik.

2. ALLGEMEINER KONTEXT

Wettbewerbsfähigkeit, Innovation und Wertschöpfung sind in der heutigen Wirtschaft von zentraler Bedeutung. In diesem Bereich mangelt es nicht an Herausforderungen: Öffnung und Deregulierung der Märkte, zunehmende Konkurrenz und immer drängendere Energiefragen. Die Unternehmen sind in Bezug auf ihre Tätigkeit und Entwicklung immer mehr von den gebotenen Rahmenbedingungen abhängig. Deshalb sind die Kantone darum bemüht, möglichst günstige Rahmenbedingungen anzubieten. Sie stehen untereinander, aber auch mit den anderen Regionen der Welt in Konkurrenz.

Der Bund hat Reformen durchgeführt, insbesondere im Bereich des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) und, auf Anstoss verschiedener parlamentarischer Vorstösse, im Bereich der Regionalpolitik. Die Kantone müssen diesen Reformen Rechnung tragen und ihre Gesetze und Vorgehensweisen anpassen.

Bisher verfügte der Kanton Freiburg für seine Wirtschaftspolitik über zwei kantonale Erlasse: das Gesetz vom 3. Oktober 1996 über die Wirtschaftsförderung (WFG) und das Ausführungsgesetz vom 27. November 1998 zum Bundesgesetz über Investitionshilfe für Berggebiete (IHGG).

Das WFG hat sich seit über zehn Jahren als flexibles und effizientes Gesetz für die Wirtschaftsförderung unseres Kantons bewährt. Heute stösst es aber in einem zentralen Bereich, nämlich dem Angebot an Grundstücken und Gebäuden, an seine Grenzen. Es ist heute beispielsweise sehr schwierig, Grundstücke anbieten zu können, die sowohl die Bestimmungen der Raumplanung und die Anforderungen der Unternehmen (Standort, Grösse usw.) erfüllen. Ebenfalls schwer zu finden sind Büroräumlichkeiten, die der Nachfrage neuer Firmen entsprechen, die an einer Niederlassung oder Erweiterung ihrer Aktivität im Kanton interessiert sind.

Der Bund hat seine neue Regionalpolitik in einem Gesetz verankert, das am 6. Oktober 2006 verabschiedet wurde und am 1. Januar 2008 in Kraft treten wird. Die folgenden Gesetze und Beschlüsse werden zu diesem Zeitpunkt ausser Kraft gesetzt werden:

- Das Bundesgesetz vom 28. Juni 1974 über Investitionshilfe für Berggebiete (IHG), das am 21. März 1997 revidiert wurde;
- Das Bundesgesetz vom 25. Juni 1976 über die Gewährung von Bürgschaften und Zinskostenbeiträgen in Berggebieten;
- Bundesbeschluss vom 6. Oktober 1995 zugunsten wirtschaftlicher Erneuerungsgebiete (Bonny-Beschluss);
- Bundesbeschluss vom 21. März 1997 über die Unterstützung des Strukturwandels im ländlichen Raum (Regio Plus);
- Bundesgesetz vom 8. Oktober 1999 über die Förderung der schweizerischen Beteiligung an der Gemeinschaftsinitiative für grenzüberschreitende, transnationale und interregionale Zusammenarbeit (INTERREG III) in den Jahren 2000–2006;

- Bundesgesetz vom 20. Juni 2003 über die Förderung der Beherbergungswirtschaft.

Die NRP stellt einen Paradigmenwechsel dar: Die gebietsorientierte Förderpolitik wird von einer Innovations- und Wertschöpfungspolitik abgelöst. Diese Neuausrichtung hat zur Folge, dass die Regionalpolitik in das Gesetz über die Wirtschaftsförderung integriert wird.

3. ÜBERBLICK ÜBER DIE REGIONALPOLITIK

Das Bundesgesetz hat folgende Ziele:

- die Wettbewerbsfähigkeit der Regionen stärken;
- die Wertschöpfung erhöhen;
- zur Schaffung und Erhaltung von Arbeitsplätzen in den Regionen, zur Erhaltung einer dezentralen Besiedlung und zum Abbau regionaler Disparitäten beitragen.

Damit diese Ziele erreicht werden können, übernehmen die Kantone die Rolle des Ansprechpartners gegenüber dem Bund und stellen die Zusammenarbeit mit den Regionen sicher. Sie legen ferner die Ziele ihrer Regionalpolitik fest und entscheiden über die Gewährung finanzieller Beiträge.

Der Begriff der Region ist nicht in Blei gegossen: Der Kanton kann für sich allein oder zusammen mit anderen Kantonen eine Region bilden; innerhalb des Kantons können Regionen um ein oder mehrere regionale Zentren errichtet werden. Auf der Ebene der Initiativen, Programme und Projekte hängt der Begriff der Region vom territorialen Wirkungskreis ab. Im Gegensatz zur aktuellen Regionalpolitik (vier IHG-Regionen) sind die Grundsätze der neuen Regionalpolitik auf das gesamte Kantonsgebiet anwendbar (Art. 17 des Gesetzesentwurfs).

Die finanziellen Beiträge sind auf die Initiativen, Programme und Projekte ausgerichtet, die sich mit den Zielen des Bundesgesetzes über Regionalpolitik decken.

Hinsichtlich der Organisation stellen die Kantone eine Strategie auf, die sie in einem mehrjährigen kantonalen Umsetzungsprogramm festhalten. Der Bund schliesst mit jedem Kanton eine Vereinbarung über die Zusammenarbeit ab (mehrjährige Programmvereinbarung) und legt darin den Pauschalbeitrag fest, den er dem jeweiligen Kanton gewährt. Der Kanton ist für die Regionalpolitik verantwortlich und ist in dieser Hinsicht alleiniger Ansprechpartner des Bundes; er stellt sein mehrjähriges Umsetzungsprogramm auf und wählt die Projekte, die er finanziell unterstützen wird.

Das Hauptziel des Kantons ist es, die zur Verfügung gestellten Mittel möglichst wirksam einzusetzen, indem er Programme und Projekte unterstützt, die einen möglichst grossen Einfluss auf die Innovation, die Wertschöpfung, die Schaffung von Arbeitsplätzen usw. haben.

4. INTEGRATION DER NEUEN REGIONALPOLITIK IN DIE KANTONALE WIRTSCHAFTSPOLITIK

Die Wirtschaftspolitik des Kantons Freiburg stützt sich auf die im WFG festgesetzten Ziele, nämlich die Erhaltung und Entwicklung der wirtschaftlichen Tätigkeit im Kanton zu unterstützen und die Wettbewerbsfähigkeit der Regionen zu stärken. Diese Ziele werden erreicht durch:

- die Gründung, Ansiedlung und Erweiterung von Unternehmen, die Arbeitsplätze schaffen, Wertschöpfen und Investitionen tätigen. Zu diesem Zweck sorgt der Staat für attraktive Rahmenbedingungen insbesondere bezüglich der Ausbildung, der Grundstücke und Gebäude für wirtschaftliche Tätigkeiten, sowie der Steuern.
- regionalpolitische Programme, Initiativen und Projekte. Die Regionalpolitik konzentriert ihre Unterstützung auf die Innovation, die Wettbewerbsfähigkeit und die Wertschöpfung der Regionen.

Die Regionalpolitik steht im Zusammenhang mit der kantonalen Wirtschaftspolitik. Das grundsätzliche Ziel der Regionalpolitik ist es nämlich, die Initiativen der öffentlich-rechtlichen Akteure (Gemeinden, Gruppen von Gemeinden usw.) und der privaten Akteure (Unternehmen, Verbände usw.) zu stimulieren und zu unterstützen, um ihre Innovationskraft zu verbessern und so nach dem Grundsatz der nachhaltigen Entwicklung die Wertschöpfung zu verstärken und Arbeitsplätze in allen Regionen des Kantons zu schaffen. Ganz im Sinne des Bundes konzentriert sich die kantonale Politik also auf die Innovation. Deshalb wurde als Bezeichnung für die NRP im Kanton Freiburg der Begriff der regionalen Innovationspolitik gewählt.

Die regionale Innovationspolitik wird in Verbindung mit der Wachstumspolitik einen direkten Einfluss auf die regionalen und kantonalen Wirtschaftsstrukturen haben. Der ganze Kanton wird in die regionale Innovationspolitik einbezogen, sofern die geförderten Projekte, Programme und Initiativen ihre Wirkung auf dem gesamten Kantonsgebiet entfalten. Die Herausforderung dieser Politik liegt darin, den Regionen zu neuer Dynamik zu verhelfen, die Zusammenarbeit zwischen den Regionen, dem öffentlich-rechtlichen und dem privaten Sektor zu fördern und die Synergien zwischen der regionalen Innovationspolitik und den anderen Sektoralpolitiken auszunutzen (Landwirtschaft, Tourismus, Raumplanung, Finanzausgleich, Umwelt und Forstwirtschaft, Bildung und Innovation, KMU usw.). Besondere Aufmerksamkeit wird deshalb der Koordination der verschiedenen Sektoralpolitiken geschenkt werden.

5. NOTWENDIGKEIT DES ENTWURFS

Die Neusausrichtung der Regionalpolitik des Bundes, d.h. der Ersatz der sechs oben erwähnten Bundesgesetze und Bundesbeschlüsse durch das neue Bundesgesetz über Regionalpolitik hat zur Folge, dass das WFG geändert, das IHGG aufgehoben und neue Ausführungsbestimmungen für die Regionalpolitik aufgestellt werden müssen. Um diesen neuen Bestimmungen des Bundes zu entsprechen, wird ein Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die Wirtschaftsförderung vom 3. Oktober 1996 vorgeschlagen. Die Teilrevision des WFG beinhaltet zwei Neuigkeiten:

- eine neue Definition der Regionalpolitik unter Berücksichtigung des Bundesgesetzes.
- mehr Handlungsspielraum in Bezug auf das Angebot an Grundstücken und Gebäuden.

Indem das WFG durch die Regionalpolitik ergänzt wird, kann die Kohärenz zwischen der Regionalpolitik und der Wirtschaft sichergestellt werden. Schliesslich hat die Regionalpolitik zum Ziel, das Wirtschaftswachstum

zu fördern, und liegt damit ganz auf der Linie des WFG. Da sich der Teil über die regionale Innovationspolitik direkt auf die Bundesgesetzgebung abstützt, wurden nur die nötigen Artikel und Änderungen eingefügt. Zur Ergänzung des WFG werden im Ausführungsreglement die Arten von finanziellen Beiträgen und ihre Modalitäten, die Verfahren sowie die Pflichten der Leistungsempfänger festgelegt.

Die Ausdehnung des Handlungsspielraums in Bezug auf das Angebot an Grundstücken und Gebäuden steht nicht in Verbindung mit der Bundesgesetzgebung, sondern ist auf folgende Tatsachen zurückzuführen:

Das Angebot an Grundstücken und Gebäuden für wirtschaftliche Tätigkeiten deckt sich nicht immer mit der Nachfrage der Unternehmen. Dies hat immer wieder zur Aufgabe von Ansiedlungs- oder Erweiterungsvorhaben von Unternehmen im Kanton geführt. Angesichts dieser Tatsache und um es den Nachbarkantonen gleichzutun, ist es wichtig, dass der Kanton über die nötigen Instrumente verfügt, die ihm zusätzlichen Handlungsspielraum verleihen, um den Unternehmen geeignete Grundstücke anbieten zu können. Zu diesem Zweck muss er insbesondere die ihm zur Verfügung stehenden Mittel erhöhen können, um namentlich den Gemeinden und Unternehmen den Erwerb von Grundstücken und Gebäuden, die wirtschaftlichen Tätigkeiten zugesetzt sind, zu erleichtern.

Dieser Gesetzesentwurf geht auf den Bericht Nr. 296 des Staatsrats zum Postulat Nr. 225.03 Jacques Bourgeois/Pascal Kuenlin für eine starke und koordinierte Regionalpolitik zurück.

Die Motion Nr. 144.06 Jacques Bourgeois über ein Konzept zur Entwicklung des ländlichen Raums wurde ebenfalls im Gesetzesentwurf berücksichtigt, da die finanziell unterstützten Projekte ihre Wirkung auch im ländlichen Raum und in den Berggebieten entfalten müssen. Ebenfalls berücksichtigt wurde die Motion Nr. M1003.7 Jean-Pierre Siggen und Jean-Claude Schuwey über die Wirtschaftsförderung und die aktive Bodenpolitik.

Das Gesetz über die Wirtschaftsförderung bezweckt die Wirtschaftsentwicklung sowohl der schwächsten als auch der stärksten Regionen unter Berücksichtigung ihrer Eigenheiten. Von der Schaffung von Regionalfonds wurde dagegen abgesehen, da genügend Instrumente für die Unternehmen, die regionale Innovationspolitik und die Attraktivitätssteigerung der Regionen zur Verfügung stehen.

6. ERLÄUTERUNG DER ÄNDERUNGEN

Art. 1 Abs. 1

Das Ziel des Bundesgesetzes über die Regionalpolitik wird in diesem Artikel in das kantonale Gesetz aufgenommen. Das Bundesgesetz bezweckt, die Wettbewerbsfähigkeit der Regionen und Kantone durch Wertschöpfung zu steigern. Die Begriffe der Wettbewerbsfähigkeit und der Wertschöpfung stellen die Eckpfeiler sowohl des Bundesgesetzes als auch des kantonalen Gesetzestexts dar.

Art. 2 Bst. c und Bst. d und e (neu)

Die Aufzählung enthält neue Grundsätze, die den Aktionsradius des Staats vergrössern. Insbesondere muss

die Innovationstätigkeit unterstützt werden, indem die Zusammenarbeit zwischen den konstituierten Regionen (Regionalverbände) oder dieser Regionen mit anderen öffentlich-rechtlichen oder privaten Körperschaften oder Verbänden (insbesondere der Universität und den Fachhochschulen) gefördert wird (Bst. c) und ferner die Möglichkeit zur Zusammenarbeit über die Kantonsgrenzen hinaus gegeben wird (Bst. d).

Die Zusammenarbeit mit dem Bund, dem Initianten der Regionalpolitik, und den anderen Kantonen muss ständig weiter ausgebaut werden. Denn der Erfolg der regionalen Innovationspolitik des Kantons steht und fällt mit einer wirkungsvollen Zusammenarbeit mit dem Bund, aber auch mit den anderen Kantonen. Diese Zusammenarbeit existiert bereits und wird sich durch die Arbeit an gemeinsamen Projekten weiter verstärken.

Art. 3

Artikel 3 wurde umformuliert, um die Mittel bestmöglich zu definieren, mit denen die Ziele des Gesetzes erreicht werden können. Die Buchstaben a und b betreffen die direkte Unterstützung von Unternehmen, die aus dem Kapitel 3 des WFG vom 3. Oktober 1996 übernommen wurden. Der Staat soll seine Anstrengungen durch gezielte Massnahmen fortsetzen können, die sich bewährt haben.

Der Erwerb und die Erschliessung von Grundstücken gemäss Buchstabe c beinhalten auch den Anreiz zum Bau von Gebäuden. Eine der Bedingungen für die Gründung, Ansiedlung und Erweiterung von Unternehmen ist nämlich die Verfügbarkeit von Grundstücken und Gebäuden für wirtschaftliche Aktivitäten.

Buchstabe d führt die Unterstützung von Programmen, Initiativen und Projekten der regionalen Innovationspolitik ein.

Buchstabe e erwähnt, dass die Tätigkeit von Einrichtungen gefördert wird, die sich zur Aufgabe gemacht haben, Unternehmen zu unterstützen, die Innovation zu fördern sowie den Technologietransfer und die bessere Nutzung von Wissen zu begünstigen. Diese Einrichtungen sind zurzeit der Verein Fri Up (der den RTF, Genilem und Fri-Up umfasst) und das CCSO. Sie werden über ein Dekret, respektive einen Beschluss und einen Leistungsauftrag unterstützt. Künftig wird die Unterstützung über einen Leistungsauftrag zwischen dem Staat und der betroffenen Einrichtung geregelt. Damit der Staat in der Lage ist, seine Leistungen zugunsten der Unternehmen zu erbringen, muss er zwingend mit externen Kompetenzzentren zusammenarbeiten können.

Die finanziellen Beiträge, auf die im Gesetz mehrfach verwiesen wird, können in verschiedener Form gewährt werden, so etwa als nicht rückzahlbare Beiträge (A-Fonds-Perdu-Beiträge), Darlehen zu Vorzugsbedingungen (mit oder ohne Zinsen) oder als Bürgschaften. Um das Gesetz nicht mit Verweisen auf die eine oder andere Form von finanziellen Beiträgen zu überladen, wurde eine allgemeine Bestimmung eingefügt, die den Staatsrat beauftragt, im Ausführungsreglement zum Gesetz für jeden Aktionsbereich die Bedingungen über die Beitragsgewährung festzulegen.

Art. 4a (neu)

Dieser Artikel hält fest, dass der Staatsrat die Ziele und Leitlinien der Wirtschaftspolitik festlegt, die die zuständige Direktion und die Wirtschaftsförderung verfolgen müssen.

Art. 5 Abs. 1 Bst. c

Unter Buchstabe c wird die Rolle der Wirtschaftsförderung hinsichtlich der regionalen Innovationspolitik präzisiert. Daraus geht hervor, dass im Bereich der regionalen Innovationspolitik die Kompetenzen für die Ausführung, die Strategie und die Entscheidung aufgeteilt werden. Während die Wirtschaftsförderung für die Ausführung zuständig ist, fallen die beiden anderen Kompetenzen dem Staatsrat und der Kommission für Wirtschaftsförderungsmassnahmen zu.

Art. 6

Der Inhalt von Artikel 6 wird im neuen Artikel 19a wiedergegeben.

Art. 9

Der Bund hat die Bürgschaften im Bereich seiner Regionalpolitik (Bonny-Beschluss) abgeschafft. Bürgschaften sind für unseren Kanton aber nach wie vor von Bedeutung, denn eine gewisse Anzahl besonders innovativer Unternehmen konnte sich und wird sich auch in Zukunft dank einer Bürgschaft weiterentwickeln können. Es handelt sich um ein sehr spezifisches Instrument, das unter ganz bestimmten Bedingungen genutzt wird. Seine Abschaffung würde das Instrumentarium reduzieren, das dem Staat zur Verfügung steht, um die Ziele des Gesetzes zu erreichen. Bürgschaften werden allerdings erfahrungsgemäss nur im Ausnahmefall genutzt (siebzehn bewilligte Dossiers seit 1993), was sich auch in Zukunft nicht ändern wird.

Die Bedingungen wurden aus der bisherigen Praxis des Bundes übernommen. Sie betreffen den Umfang der Bürgschaft, den Anteil an eigenen Mitteln zur Finanzierung des Vorhabens, die Bedingungen an einen Bankkredit und die Dauer.

Überschrift der 3. Sektion des 3. Kapitels

Unter Beachtung der geltenden Gesetze möchte der Staat dafür sorgen können, dass die Unternehmen über ein ausreichendes Angebot an Grundstücken und Gebäuden verfügen, um ihrer Wirtschaftstätigkeit nachgehen zu können. Es handelt sich hierbei um eine Konkretisierung der aktiven Bodenpolitik.

Art. 14

Die Gründung, Ansiedlung und Erweiterung von Unternehmen mit hoher Wertschöpfung wird manchmal wegen Schwierigkeiten bei der Suche nach rasch verfügbaren und bedürfnisgerechten Grundstücken und Gebäuden aufgegeben, was sich auch auf die Zahl der Arbeitsplätze und die Wertschöpfung niederschlägt. Es hat sich gezeigt, dass der Staat über einen gewissen Handlungsspielraum verfügen muss, um die Erfolgschancen der Wirtschaftsförderung zu verbessern.

Mit diesem Artikel stellt der Staat sicher, dass er die verfügbaren Flächen besser kontrolliert, die den Unternehmen angeboten werden können. In dieser Sache ist es besonders wichtig, dass die für Volkswirtschaft und Raumplanung zuständigen Direktionen eng zusammenarbeiten. Diese beiden Direktionen haben insbesondere die Aufgabe, geeignete Grundstücke und Gebäude zu bezeichnen. Sie schlagen ferner Massnahmen vor, um die Verfügbarkeit dieser Grundstücke und Gebäude zu

verbessern, insbesondere indem sie deren Erwerb durch öffentliche Körperschaften finanziell unterstützt.

Art. 15

Der Kanton Freiburg verfügt im Bereich der Industrie und der Verwaltung über kein ausreichendes Angebot auf dem Immobilienmarkt. Dieser Artikel bietet geeignete Mittel, um die nötige Hebelwirkung zur Steigerung der wirtschaftlichen Attraktivität zu erzielen (z.B. Bau eines Business Centers). Ziel ist es also, die Zahl von sofort verfügbaren, strategischen Räumlichkeiten und Grundstücken zu vergrössern. Um rasch handeln zu können, muss der Staat, wie es in vielen anderen Kantonen bereits der Fall ist, selber dank eigenem Grundstückbesitz als Akteur auf diesem Gebiet auftreten können. Ausserdem muss er durch die Förderung des Erwerbs oder durch den eigenen Kauf von Grundstücken und Gebäuden das Angebot besser und gezielter für strategische Projekte einsetzen können. Die dafür benötigten Beträge nimmt die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion in ihren Vorschlag auf.

Um die Unterstützungsmöglichkeiten auszudehnen, können somit Beiträge für den Erwerb, die Erschliessung von Grundstücken und für Baurechtszinsen im Falle eines Baurechts sowie für die Bereitstellung von Gebäuden gewährt werden. Die Unterstützung wird gezielt eingesetzt und hängt von der Wirkung des Projekts, von seinem innovativen Charakter, der Höhe der Wertschöpfung, der Anzahl geschaffener Arbeitsplätze und dem Standort ab. Sie kann auch Gemeinden gewährt werden.

Die vorgesehenen finanziellen Massnahmen umfassen:

- Zinskostenbeiträge oder A-Fonds-Perdu-Beiträge in Form von Mietgarantien, die es erlauben, innerhalb kurzer Frist Räumlichkeiten zur Verfügung zu stellen;
- rückzahlbare Darlehen für den Erwerb von Grundstücken;
- Zinskostenbeiträge für die Bereitstellung und Erschliessung von Grundstücken.

Diese drei Beitragsformen sind für öffentliche Körperschaften vorgesehen, wobei die rückzahlbaren Darlehen die bevorzugte Beitragsform darstellen. Die A-Fonds-Perdu-Beiträge in Form von Mietgarantien können in Ausnahmefällen, das heisst für Immobilien, die für den Kanton von strategischem Interesse sind, auch privaten Investoren gewährt werden.

Unter «wirtschaftsstrategischen Bedürfnissen» werden Projekte verstanden, die von kantonaler Bedeutung im Sinne der kantonalen Wirtschaftspolitik sind.

Die Hauptakteure des Immobilienmarkts bleiben die Privatunternehmen sowie die Gemeinden für den öffentlichen Sektor. Der Staat hat nur in Ausnahmefällen die Möglichkeit, Grundstücke und Gebäude zu erwerben bzw. zu erschliessen.

Überschrift der 4. Sektion des 3. Kapitels

Die 4. Sektion mit dem Titel «Unterstützung des regionalen Entwicklungsvorbands» wird durch das 4. Kapitel mit der Überschrift «Regionale Innovationspolitik» ersetzt.

Art. 16

Der Artikel 16 wird im Artikel 19c wiedergegeben, dessen Überschrift «Zusammenarbeit mit den regionalen Strukturen» lautet.

Überschrift des 4. Kapitels

Das 4. Kapitel ist der Regionalpolitik gewidmet; seine Überschrift lautet «*Regionale Innovationspolitik*» und verweist so auf die Neuausrichtung der Regionalpolitik des Bundes, die vom Kanton übernommen wird. Dieses Kapitel stützt sich auf die Bundesgesetzgebung. Der Entscheid, die regionale Innovationspolitik in das Gesetz über die Wirtschaftsförderung zu integrieren, statt ein eigenes Gesetz dafür zu verfassen, gründet auf dem Bestreben um Kohärenz, denn die regionale Innovationspolitik:

- ergänzt die Ziele der Wirtschaftsförderung, die die Erhaltung und Entwicklung der wirtschaftlichen Tätigkeit im Kanton sowie die Steigerung von Attraktivität und Wettbewerbsfähigkeit der Regionen umfassen;
- entspricht den Grundsätzen, nämlich gute Rahmenbedingungen zu bieten, Innovation und strukturelle Anpassungen zu unterstützen, die Wertschöpfung in den Regionen zu begünstigen und die Zusammenarbeit mit dem Bund und den anderen Kantonen zu fördern.

Die Wirtschaftsförderung ist für die Ausführung der regionalen Innovationspolitik zuständig. Die Entscheidungsbefugnisse sind gleich geregelt wie für die übrigen Massnahmen gemäss WFG.

Art. 17

In seiner Botschaft vom 16. November 2005 über die neue Regionalpolitik (§ 1.5.5.2) weist der Bundesrat darauf hin, dass er für die Regionalpolitik anstelle der bisherigen Abgrenzung von Förder- und Nichtfördergebieten einen wirkungsorientierten und räumlichen Ansatz gewählt hat. Das Anwendungsgebiet der Regionalpolitik deckt folglich das gesamte Kantonsgelände ab, so dass der Kanton Freiburg nicht mehr in Fördergebiete aufgeteilt wird. Der Begriff Region muss flexibel aufgefasst werden, denn die Ausdehnung einer Region hängt vom jeweiligen Projekt ab (**variable Geometrie**). Kurz gefasst, das Gebiet einer Region wird nicht mehr aufgrund territorialer Aspekte, sondern mit Blick auf die Wirkung der Projekte, Programme und Initiativen definiert. Gemäss Artikel 2 Bst. d dieses Gesetzes können auch interkantonale Projekte unterstützt werden, sofern der Kanton Freiburg daran beteiligt ist.

Art. 18

In Anwendung der Artikel 2 und 15 des Bundesgesetzes über Regionalpolitik, ergreift der Staat die nötigen Massnahmen, um die Aufgaben die der Bund den Kantonen übertragen hat, unter Beachtung der Grundsätze auszuführen.

Er wird ferner dafür sorgen, dass alle im Bundesgesetz erwähnten Massnahmen umgesetzt werden. Eine dieser Massnahmen sieht insbesondere Steuererleichterungen für Unternehmen bei den direkten Bundessteuern vor (Art. 12 Bundesgesetz).

Art. 19

Das mehrjährige Umsetzungsprogramm ist das Hauptdokument, das vom Bund verlangt wird (Art. 14 und 15 Bundesgesetz). Dieses Programm enthält die kantonale Strategie für die nächsten vier bis acht Jahre bezüglich Innovationsprogramme, Initiativen, Projekte sowie Infrastrukturprogramme und -projekte. Es berücksichtigt den kantonalen Richtplan, die regionalen Richtpläne, die

Ziele der betroffenen Sektoralpolitiken und die Strategien der Regionen, soweit sie den Zielen der regionalen Innovationspolitik entsprechen.

Gemäss Bundesgesetzgebung definiert der Staastrat die regionalpolitische Strategie des Kantons und stellt sie in einem mehrjährigen kantonalen Umsetzungsprogramm dar, das er dem Bund vorlegt.

Bei der Ausarbeitung des mehrjährigen Umsetzungsprogramms arbeitet der Kanton mit den regionalen Akteuren, den Hochschulen, den Vereinen (Fri-Up), den privaten Partnern (Freiburgischer Arbeitgeberverband, Freiburgische Handelskammer usw.), mit der Konferenz kantonaler Volkswirtschaftsdirektoren der Westschweiz (CDEPSO) und dem Staatssekretariat für Wirtschaft (seco) des Bundes zusammen.

Art. 19a (neu)

Jeder konstituierte, private oder öffentlich-rechtliche regionale Akteur kann eine Initiative, ein Programm oder ein Projekt vorlegen, wenn dieses der im Mehrjahresprogramm definierten regionalpolitischen Strategie entspricht.

Art. 19b (neu)

Die im Absatz 1 erwähnten finanziellen Beiträge fussen auf dem Bundesgesetz über Regionalpolitik. Die Kosten für die Erarbeitung, die Einführung und die Leitung von Projekten gelten als Teil der Projektkosten. Sie können folglich zu den anrechenbaren Gesamtkosten angerechnet werden, auf deren Basis die finanziellen Beiträge berechnet werden.

Die verschiedenen Arten von finanziellen Beiträgen gehen aus der Botschaft des Bundes zur neuen Regionalpolitik vom 16. November 2005 (S. 54) hervor und umfassen Folgendes:

- Darlehen für Infrastrukturvorhaben (Art. 7 Bundesgesetz);

Es handelt sich um Darlehen für Entwicklungsvorhaben im Bereich der Infrastrukturen, die die Anforderungen des Bundesgesetzes über Regionalpolitik erfüllen.

- nicht rückzahlbare Beträge zur Förderung von Initiativen, Programmen und Projekten (Art. 4 des Bundesgesetzes);

Die wichtigsten Wachstumsfaktoren der Regionen sind Innovation, Wertschöpfung und Wettbewerbsfähigkeit. Die Regionalpolitik unterstützt Initiativen, Programme und Projekte, die diese Faktoren begünstigen.

- nicht rückzahlbare Beträge zur Förderung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit (Art. 6 des Bundesgesetzes).

Der Kanton Freiburg hat an INTERREG-Projekten teilgenommen. Die Regionalpolitik sieht die Möglichkeit vor, an Projekten mit den Regionen der Europäischen Union teilzunehmen.

Die Projektträger müssen sich grundsätzlich mindestens zu 20 % an den Projektkosten beteiligen. Bei Projekten, die für die Entwicklung des Kantons von besonderer Bedeutung sind, kann der Anteil der Eigenfinanzierung darunter liegen.

Art. 19c (neu)

Soweit die Tätigkeiten der regionalen Akteure dem Bundesgesetz über Regionalpolitik entsprechen, können ihre Leistungen finanziert werden. In diesem Fall hat die Wirtschaftsförderung die Möglichkeit, dem betroffenen regionalen Akteur einen Auftrag zu erteilen.

Bei Bedarf kann der Staat verlangen, bzw. den Auftrag an die Bedingung knüpfen, dass sich die regionalen Akteure zuerst zusammenschliessen.

Art. 21 Abs. 1

Die Formulierung wurde vereinfacht, es werden keine Artikel mehr erwähnt.

Art. 23 Abs. 3

Dieser Absatz wird aufgehoben, denn diese Bestimmungen werden bereits durch das Reglement vom 31. Oktober 2005 über die Organisation und die Arbeitsweise der Kommissionen des Staates geregelt.

Art. 23a (neu)

Die regionale Innovationspolitik des Kantons wird auf ihre Effizienz hin geprüft. Es ist deshalb unerlässlich, dass eine starke und enge Zusammenarbeit zwischen den Projektträgern und dem Kanton aufgebaut wird. Außerdem müssen die Initiativen, Programme und Projekte auf ihre Übereinstimmung mit den gesetzten Zielen, aber auch die Tätigkeit der betroffenen Einrichtungen, einer regelmässigen Evaluation unterzogen werden.

Art. 25 Artikelüberschrift

Der Grosse Rat hat die Beiträge zugunsten der Unternehmen per Dekret vom 13. März 2007 für den Zeitraum 2007 bis 2011 festgelegt.

Art. 25a (neu)

Der kantonale Fonds dient zwei Zwecken. Erstens dient er der Finanzierung der Instrumente der regionalen Innovationspolitik des Kantons und zweitens muss er die Massnahmen zur Verbesserung des Angebots an Grundstücken und Gebäuden für wirtschaftliche Tätigkeiten finanzieren.

Dieser Fonds wird aus folgenden Gründen benötigt:

- Das mehrjährige Umsetzungsprogramm deckt einen Zeitraum von mindestens vier Jahren ab. Die zu unterstützenden Projekte sind noch nicht alle bekannt, was die Einhaltung des Jahresbudgets schwierig macht, um so mehr als der Bund seine Programmvereinbarungen ebenfalls für einen Zeitraum von vier Jahren aufstellt;
- Die Priorität muss auf die Optimierung des Mitteleinsatzes innerhalb eines vierjährigen Zeitraums gelegt werden;
- Der Fonds bietet der regionalen Innovationspolitik die nötige Flexibilität, um ihren Erfolg zu sichern. Er dient zur Unterstützung der Innovation im Sinne der neuen Ausrichtung der Regionalpolitik des Kantons;
- Bei den Massnahmen im Zusammenhang mit den Grundstücken und Gebäuden hat der Fonds den Vorteil, dass er nicht durch jährliche Ausgabenbeschränkungen begrenzt wird und es so erlaubt, die Mittel innerhalb eines bestimmten Zeitraums optimal einzusetzen.

Art. 25b (neu)

Das Hochbauamt, das der für Raumplanung zuständigen Direktion unterstellt ist, verfügt über einen Budgetposten, der dem Kauf von Grundstücken und Gebäuden dient. Der Kohärenz und Einfachheit wegen ist deshalb vorgesehen, die für die Ausführung von Artikel 15 benötigten Beträge in diesen Budgetposten aufzunehmen.

Art. 29

Dieser Artikel befasst sich mit dem Übergang vom alten zum neuen Gesetz.

Art. 30

Dieser Artikel wird aufgehoben. Die Höhe der Beiträge wird gemäss den Artikeln 25 und 25a des Gesetzesentwurfs über Dekrete festgelegt.

7. FINANZIELLE UND PERSONELLE AUSWIRKUNGEN

Durch die regionale Innovationspolitik ändern sich die Arten von finanziellen Beiträgen des Bundes. Künftig werden weniger Darlehen und mehr A-Fonds-Perdu-Beiträge gewährt werden, wodurch das Globalbudget der regionalen Innovationspolitik voraussichtlich mit etwas mehr Mitteln versehen werden muss.

Für die Jahre 2008–2011 wurde ein Betrag von 23 100 000 Franken im Finanzplan vorgesehen. Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt: 10 800 000 Franken zur Finanzierung von rückzahlbaren Darlehen und 12 300 000 Franken zur Finanzierung von A-Fonds-Perdu-Beiträgen.

Der Bund gab allerdings dem Kanton im Rahmen einer informellen Sitzung zu verstehen, dass ihm weniger Mittel zur Verfügung gestellt werden, als er beantragt hat, und dass sich diese zwischen acht und neun Millionen Franken (A-Fonds-Perdu-Beiträge und Darlehen) bewegen werden. Im Übrigen liegen alle Anträge der Kantone um finanzielle Beiträge deutlich über den verfügbaren finanziellen Mitteln. Die definitiven Entscheidungen des Bundes werden voraussichtlich nicht vor Anfang 2008 fallen. Deshalb hat der Staatsrat beschlossen, den Dekretsentwurf über Verpflichtungskredite nach diesem Gesetz erst zu einem späteren Zeitpunkt dem Grossen Rat vorzulegen. In der Zwischenzeit werden die Vorbereitungsarbeiten für die Umsetzung der NRP fortgesetzt werden.

Was den Bedarf an Personal betrifft, so bindet die Regionalpolitik die Kantone fest in den Umsetzungsprozess ein, was zu einer grösseren Arbeitsbelastung führt. Nicht nur das Arbeitsvolumen, sondern auch die Anforderungen an die Qualifikationen werden steigen, so dass zusätzliches Personal angestellt werden muss. Der Personalbedarf wird auf eine Vollzeitstelle eingeschätzt. Die voraussichtlichen Aufgaben beinhalten: die Erstellung und Aktualisierung des mehrjährigen Umsetzungsprogramms, die Begleitung der Projekte von der Idee bis zur Umsetzung, wobei Finanz- und Entscheidungsaspekte im Vordergrund stehen, den Kontakt mit dem seco und den kantonalen und regionalen Partnern, die Begleitung von

interkantonalen Projekten und die Kommunikations- und Informationstätigkeit im Bereich der Regionalpolitik.

Die Verstärkung der Instrumente für das Angebot an Grundstücken und Gebäuden wird keine Auswirkungen auf das Personal haben, wird sich aber auf die künftigen Voranschläge in Verbindung mit konkreten Projekten auswirken. Der Bau von Gebäuden für wirtschaftliche Aktivitäten sollte jedoch zu finanziellen Einnahmen führen, die am Ende die Ausgaben kompensieren sollten.

8. AUSWIRKUNGEN AUF DIE AUFGABENVERTEILUNG ZWISCHEN KANTON UND GEMEINDEN

Der Gesetzesentwurf hat keinen Einfluss auf die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden.

9. VERFASSUNGSMÄSSIGKEIT, VEREINBARKEIT MIT DEM BUNDESRECHT UND DEM EUROPARECHT

Der Gesetzesentwurf ist mit der Bundesverfassung (Art. 103) und der neuen kantonalen Verfassung vereinbar.

Das Kapitel über die regionale Innovationspolitik stützt sich auf Bundesrecht.

Der Entwurf ist auch mit dem Europarecht vereinbar.

10. SCHLUSS

Die Änderung des WFG bietet dem Staat einen doppelten Nutzen. Durch den Zusammenschluss der Wirtschaftsförderung und der regionalen Innovationspolitik unter einem Erlass, gibt sich der Staat ein starkes und kohärentes Wirtschaftsgesetz, das es ihm erlaubt, in wirtschaftlichen Belangen wirksam zu handeln. Diese Änderung stärkt ferner die Effizienz der Instrumente hinsichtlich des Angebots an Grundstücken und Gebäuden für wirtschaftliche Tätigkeiten und der Umsetzung der NRP. Mit dieser Gesetzesrevision werden die gesetzlichen Grundlagen geschaffen, die es dem Staat erlauben, die neue Regionalpolitik anzuwenden und umzusetzen. Auch wenn in der ersten Zeit die Bundesbeiträge bescheiden sein werden, erachtet der Staatsrat die NRP als ein wichtiges Instrument. Denn sie wird einen Prozess in Gang setzen, der die Innovationstätigkeit ankurbelt, die Wertschöpfung steigert und die Schaffung neuer Stellen fördert. Die Zusammenarbeit auf regionaler und interkantonaler Ebene wird durch ihre Dynamik zur Verbesserung der wirtschaftlichen Positionierung und der Wettbewerbsfähigkeit unseres Kantons beitragen.

Der Staatsrat lädt Sie ein, den vorliegenden Entwurf zur Änderung des Gesetzes über die Wirtschaftsförderung anzunehmen.

Loi

du

modifiant la loi sur la promotion économique

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur la politique régionale;

Vu le message du Conseil d'Etat du 12 novembre 2007;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1 Modification

La loi du 3 octobre 1996 sur la promotion économique (LPEc) (RSF 900.1) est modifiée comme il suit:

Art. 1 al. 1, 2^e phr. (nouvelle)

¹ (...). Elle [*la présente loi*] vise à améliorer l'attrait et la compétitivité des régions, à y générer de la valeur ajoutée ainsi qu'à y créer et maintenir des emplois.

Art. 2 let. c et let. d et e (nouvelles)

[L'Etat veille notamment:]

- c) à dynamiser les activités d'innovation et de valorisation des connaissances en incitant les régions à collaborer avec des corporations et associations privées ou publiques;
- d) à encourager la collaboration entre les acteurs régionaux, même au-delà des frontières cantonales;
- e) à développer la collaboration avec la Confédération et les autres cantons.

Gesetz

vom

zur Änderung des Gesetzes über die Wirtschaftsförderung

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Bundesgesetz vom 6. Oktober 2006 über Regionalpolitik;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 12. November 2007;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1 Änderung

Das Gesetz vom 3. Oktober 1996 über die Wirtschaftsförderung (WFG) (SGF 900.1) wird wie folgt geändert:

Art. 1 Abs. 1, 2. Satz (neu)

¹ (...). Es [*dieses Gesetz*] hat ausserdem zum Ziel, die Attraktivität und die Wettbewerbsfähigkeit der Regionen zu stärken sowie in den Regionen die Wertschöpfung zu erhöhen und Arbeitsplätze zu schaffen und zu erhalten.

Art. 2 Bst. c sowie Bst. d und e (neu)

[Der Staat sorgt insbesondere für:]

- c) eine Steigerung der Innovationstätigkeit und eine bessere Nutzung des vorhandenen Wissens, indem die Zusammenarbeit der Regionen mit öffentlich-rechtlichen oder privaten Körperschaften und Verbänden gefördert wird;
- d) die Förderung der Zusammenarbeit der regionalen Akteure auch über die Kantongrenzen hinweg;
- e) den Ausbau der Zusammenarbeit mit dem Bund und den anderen Kantonen.

Art. 3 Formes de promotion et contributions financières

¹ L'Etat peut encourager:

- a) la création, l'implantation et l'extension d'entreprises;
- b) les efforts d'innovation, de diversification et de réformes de structures au sein des entreprises;
- c) l'acquisition et la mise en valeur de terrains et de bâtiments destinés aux activités économiques;
- d) les initiatives, les programmes et les projets de politique d'innovation régionale;
- e) l'action des organismes d'aide aux entreprises, de promotion à l'innovation, de transfert technologique et de valorisation du savoir.

² La nature, la forme et l'importance des contributions financières sont précisées dans le règlement d'exécution.

Art. 4a (nouveau) Rôle du Conseil d'Etat

¹ Le Conseil d'Etat définit la politique cantonale de promotion économique, notamment ses stratégies à court et à moyen termes.

² La Direction chargée du développement économique (ci-après: la Direction) est l'autorité d'application de la présente loi.

Art. 5 al. 1 let. c

[¹ La Promotion économique du canton de Fribourg (ci-après: la Promotion économique) a notamment pour tâches:]

- c) de conduire, sur le plan opérationnel, la politique économique régionale et d'appliquer la législation en la matière.

Art. 6

Abrogé

Art. 9 Cautionnements

¹ L'Etat peut garantir, à titre exceptionnel et de manière subsidiaire, sous forme de cautionnements, des crédits d'investissements jusqu'à concurrence d'un tiers du coût total du projet, à condition que:

- a) le capital propre investi couvre une part raisonnable du coût total du projet;

Art. 3 Arten der Förderung und finanzielle Beiträge

¹ Der Staat kann folgende Tätigkeiten fördern:

- a) die Gründung, Ansiedlung und Erweiterung von Unternehmen;
- b) die Bemühungen um Innovation, Diversifizierung und Strukturreformen von Unternehmen;
- c) den Erwerb und die Erschliessung von Grundstücken und Gebäuden, die für wirtschaftliche Tätigkeiten bestimmt sind;
- d) Initiativen, Programme und Projekte, die der regionalen Innovationspolitik entsprechen;
- e) die Tätigkeit von Einrichtungen, die Unternehmen unterstützen sowie die Innovation, den Technologietransfer und die bessere Nutzung des vorhandenen Wissens fördern.

² Die Art, die Form und der Umfang der finanziellen Beiträge werden im Ausführungsreglement festgelegt.

Art. 4a (neu) Aufgaben des Staatsrats

¹ Der Staatsrat definiert die kantonale Wirtschaftsförderungspolitik, insbesondere die kurz- und mittelfristigen Strategien.

² Die für die Wirtschaftsförderung zuständige Direktion (die Direktion) ist die Vollzugsbehörde dieses Gesetzes.

Art. 5 Abs. 1 Bst. c

[¹ Die Wirtschaftsförderung Kanton Freiburg (die Wirtschaftsförderung) hat insbesondere die folgenden Befugnisse:]

- c) Sie leitet die regionale Wirtschaftspolitik operationell und wendet die einschlägige Gesetzgebung an.

Art. 6

Aufgehoben

Art. 9 Bürgschaften

¹ Der Staat kann ausnahmsweise und subsidiär Investitionskredite bis zu einem Drittel der Gesamtkosten des Vorhabens verbürgen, wenn:

- a) ein angemessener Teil der Gesamtkosten des Vorhabens durch eigene Mittel gedeckt wird;

- b) une banque soumise à la législation fédérale sur les banques et les caisses d'épargne accorde, aux conditions usuelles du marché, les crédits nécessaires au financement du projet, après l'avoir examiné selon les principes commerciaux habituels.

² Les engagements sous forme de cautionnements peuvent être conclus pour cinq ans au plus, exceptionnellement pour huit ans.

Intitulé de la section 3 du Chapitre 3

3. Terrains et bâtiments destinés aux activités économiques

Art. 14 Principles

¹ L'Etat veille à l'existence d'une offre effective et attrayante de terrains et de bâtiments destinés aux activités économiques.

² A cette fin, la Direction et la Direction chargée de l'aménagement du territoire proposent des mesures concrètes au Conseil d'Etat, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

Art. 15 Actions de l'Etat

¹ Sur la proposition des deux Directions mentionnées à l'article 14, le Conseil d'Etat désigne les terrains et bâtiments considérés comme stratégiques pour le développement économique du canton.

² En conformité avec les objectifs de la politique cantonale de développement économique, l'Etat peut octroyer des contributions financières pour:

- a) l'acquisition, l'équipement de terrains et le service de la rente, dans le cas de droits de superficie;
- b) l'acquisition, la construction et la mise à disposition de bâtiments.

³ Afin de répondre à des besoins économiques stratégiques, il peut acquérir, à titre exceptionnel, des terrains et des bâtiments.

Section 4 du Chapitre 3 (intitulé et art. 16)

Abrogée

Intitulé du Chapitre 4

Politique d'innovation régionale

- b) eine Bank, die der Bundesgesetzgebung über die Banken und Sparkassen untersteht, das Vorhaben nach geschäftsüblichen Grundsätzen geprüft und die erforderlichen Kredite zu marktüblichen Bedingungen zugesichert hat.

² Bürgschaftsverpflichtungen können für längstens fünf Jahre, ausnahmsweise auch für acht Jahre, eingegangen werden.

Überschrift des 3. Abschnitts des 3. Kapitels

3. Grundstücke und Gebäude für wirtschaftliche Tätigkeiten

Art. 14 Grundsätze

¹ Der Staat sorgt für ein attraktives Angebot an Grundstücken und Gebäuden für wirtschaftliche Tätigkeiten.

² Zu diesem Zweck beantragen die Direktion und die für die Raumplanung zuständige Direktion in Achtung der geltenden Gesetzgebung dem Staatsrat konkrete Massnahmen.

Art. 15 Aufgaben des Staats

¹ Auf Antrag der in Artikel 14 erwähnten Direktionen bezeichnet der Staatsrat die Grundstücke und Gebäude, die für die Wirtschaftsentwicklung des Kantons von strategischer Bedeutung sind.

² Unter Beachtung der Ziele der kantonalen Wirtschaftspolitik kann der Staat finanzielle Beiträge leisten für:

- a) den Erwerb und die Erschliessung von Grundstücken und für Bau-rechtszinsen im Falle eines Baurechts;
- b) den Erwerb, den Bau und die Bereitstellung von Gebäuden.

³ Zur Deckung wirtschaftsstrategischer Bedürfnisse kann er ausnahmsweise Grundstücke und Gebäude erwerben.

4. Abschnitt des 3. Kapitels (Überschrift und Art. 16)

Aufgehoben

Überschrift des 4. Kapitels

Regionale Innovationspolitik

Art. 17 Champ d'application

Les principes de la politique d'innovation régionale s'appliquent à l'ensemble du territoire cantonal.

Art. 18 Principe

La politique d'innovation régionale est mise en œuvre de manière à générer de l'innovation et de la valeur ajoutée dans les régions, conformément aux buts, principes et mesures de la législation fédérale.

Art. 19 Programme pluriannuel de mise en œuvre

¹ Le Conseil d'Etat définit sa stratégie de politique d'innovation régionale dans un programme pluriannuel de mise en œuvre, conformément à la législation fédérale.

² Le programme prend en considération le plan directeur cantonal, les plans directeurs régionaux et les objectifs des politiques sectorielles concernées.

Art. 19a (nouveau) Porteurs de projet

Les initiatives, programmes et projets peuvent être déposés par des acteurs régionaux, à savoir:

- a) des corporations ou associations de droit public ou de droit privé;
- b) des groupements organisés de communes.

Art. 19b (nouveau) Contributions financières en faveur d'initiatives, de programmes et de projets

¹ Les contributions financières sont accordées conformément aux dispositions de la législation fédérale. Elles intègrent notamment les coûts liés à la direction de projets.

² Le cofinancement de projets d'infrastructures peut cependant se faire sous forme de prêts avec ou sans intérêts, de contributions à fonds perdu ou de contributions au service de l'intérêt.

³ A titre exceptionnel, pour des projets importants, un cumul avec d'autres aides financières cantonales est possible.

⁴ L'Etat subordonne sa contribution à une participation financière adéquate des porteurs de projets.

Art. 17 Geltungsbereich

Die Grundsätze der regionalen Innovationspolitik gelten für das gesamte Kantonsgebiet.

Art. 18 Grundsatz

Die regionale Innovationspolitik wird so umgesetzt, dass sie gestützt auf die Ziele, Grundsätze und Massnahmen der Bundesgesetzgebung die Innovationskraft und die Wertschöpfung der Regionen erhöht.

Art. 19 Mehrjähriges Umsetzungsprogramm

¹ Der Staatsrat definiert die Strategie der regionalen Innovationspolitik in einem mehrjährigen Umsetzungsprogramm im Sinne der Bundesgesetzgebung.

² Das Programm trägt dem kantonalen Richtplan, den regionalen Richtplänen und den Zielen der betroffenen Sektoralpolitiken Rechnung.

Art. 19a (neu) Projektträger

Die Initiativen, Programme und Projekte können vorgelegt werden von regionalen Akteuren, das heisst von:

- a) öffentlich-rechtlichen oder privaten Körperschaften und Verbänden;
- b) konstituierten Gruppen von Gemeinden.

Art. 19b (neu) Finanzielle Beiträge für Initiativen, Programme und Projekte

¹ Finanzielle Beiträge werden gestützt auf die Bundesgesetzgebung gewährt. Sie decken namentlich die Kosten der Projektleitung.

² Die finanziellen Beiträge für Infrastrukturvorhaben können in Form von verzinslichen oder unverzinslichen Darlehen, A-Fonds-Perdu-Beiträgen oder Zinskostenbeiträgen gewährt werden.

³ Für wichtige Projekte können die finanziellen Beiträge ausnahmsweise mit anderen kantonalen Finanzhilfen verknüpft werden.

⁴ Der Staat macht seine Beiträge von einer angemessenen finanziellen Beteiligung der Projektträger abhängig.

Art. 19c (nouveau) Collaboration avec les acteurs régionaux

Pour les tâches liées à la politique d'innovation régionale, l'Etat peut collaborer avec les acteurs régionaux, notamment sur la base d'un mandat de prestations.

Art. 21 al. 1

Supprimer les mots «des articles 7 et 9».

Art. 23 al. 3

Abrogé

Art. 23a (nouveau) Suivi des projets de politique d'innovation régionale

¹ Les initiatives, programmes et projets mis au bénéfice de l'aide font l'objet d'un suivi quant à leur réalisation et sont évalués régulièrement.

² Les organismes bénéficiant de prestations financières de l'Etat au sens de la présente loi fournissent chaque année un rapport sur leurs activités.

Art. 25 titre médian

Financement des contributions aux entreprises

Art. 25a (nouveau) Fonds cantonal

¹ Il est institué un Fonds cantonal (ci-après: le Fonds) servant au financement d'initiatives, de programmes et de projets, conformément aux dispositions de la législation fédérale, ainsi qu'au financement des contributions prévues à l'article 15.

² Le Fonds est alimenté par des contributions financières portées au budget de la Promotion économique.

³ Leur total est fixé par voie de décret pour une période maximale de cinq ans. Le Conseil d'Etat présente annuellement un rapport sur la situation des contributions financières promises et versées.

⁴ Les modalités de fonctionnement du Fonds, en particulier son plafond, sont précisées dans le règlement d'exécution.

Art. 19c (neu) Zusammenarbeit mit den regionalen Akteuren

Zur Ausführung von Aufgaben im Zusammenhang mit der regionalen Innovationspolitik kann der Staat mit den regionalen Akteuren zusammenarbeiten. Zu diesem Zweck kann er namentlich Leistungsaufträge erteilen.

Art. 21 Abs. 1

Ersetzung von «nach den Artikeln 7 und 9 dieses Gesetzes» durch «nach diesem Gesetz».

Art. 23 Abs. 3

Aufgehoben

Art. 23a (neu) Kontrolle der Projekte der regionalen Innovationspolitik

¹ Die Realisierung der geförderten Initiativen, Programme und Projekte werden kontrolliert und regelmässig evaluiert.

² Die Einrichtungen, denen der Staat finanzielle Beiträge im Sinne dieses Gesetzes gewährt, legen jährlich einen Tätigkeitsbericht vor.

Art. 25 Artikelüberschrift

Finanzierung der Beiträge an Unternehmen

Art. 25a (neu) Kantonaler Fonds

¹ Für die Finanzierung von Initiativen, Programmen und Projekten im Sinne der Gesetzgebung des Bundes sowie für die Finanzierung der Beiträge gemäss Artikel 15 wird ein kantonaler Fonds (der Fonds) geschaffen.

² Der Fonds wird durch finanzielle Mittel gespeist, die in den Vorschlag der Wirtschaftsförderung aufgenommen werden.

³ Der Gesamtwert dieser finanziellen Mittel wird für einen Zeitraum von höchstens fünf Jahren in einem Dekret festgelegt. Der Staatsrat legt jährlich einen Bericht über die ausbezahlten und zugesicherten finanziellen Beiträge vor.

⁴ Die Verwaltung des Fonds und insbesondere dessen Höchstbetrag werden im Ausführungsreglement festgelegt.

Art. 25b (nouveau) Financement pour l'acquisition d'immeubles
Les montants destinés à l'acquisition de terrains et de bâtiments, selon l'article 15 al. 3, sont portés au budget de la Direction chargée de l'aménagement du territoire.

Art. 29 Droit transitoire

² Les aides octroyées sur la base de la législation sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne avant l'entrée en vigueur de la modification du ... de la présente loi restent soumises aux conditions prévues dans cette législation.

Art. 30

Abrogé

Art. 2 Abrogation

La loi du 27 novembre 1998 d'application de la loi fédérale sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne (LALIM) (RSF 901.1) est abrogée.

Art. 3 Entrée en vigueur et referendum

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Art. 25b (neu) Finanzielle Mittel für den Erwerb von Grundstücken

Die Beträge für den Erwerb von Grundstücken und Gebäuden gemäss Artikel 15 Abs. 3 werden in den Voranschlag der für die Raumplanung zuständigen Direktion aufgenommen.

Art. 29 Übergangsrecht

Die Hilfen, die vor dem Inkrafttreten der Änderung vom ... dieses Gesetzes gestützt auf die Gesetzgebung über die Investitionshilfe für Berggebiete gewährt wurden, bleiben der alten Gesetzgebung unterstellt.

Art. 30

Aufgehoben

Art. 2 Aufhebung bisherigen Rechts

Das Ausführungsgesetz vom 27. November 1998 zum Bundesgesetz über Investitionshilfe für Berggebiete (IHGG) (SGF 901.1) wird aufgehoben.

Art. 3 Inkrafttreten und Referendum

¹ Der Staatsrat setzt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.